

# La France et l'Union européenne: le retour du politique?

Henri Oberdorff

professeur émérite de l'Université de Grenoble-Alpes

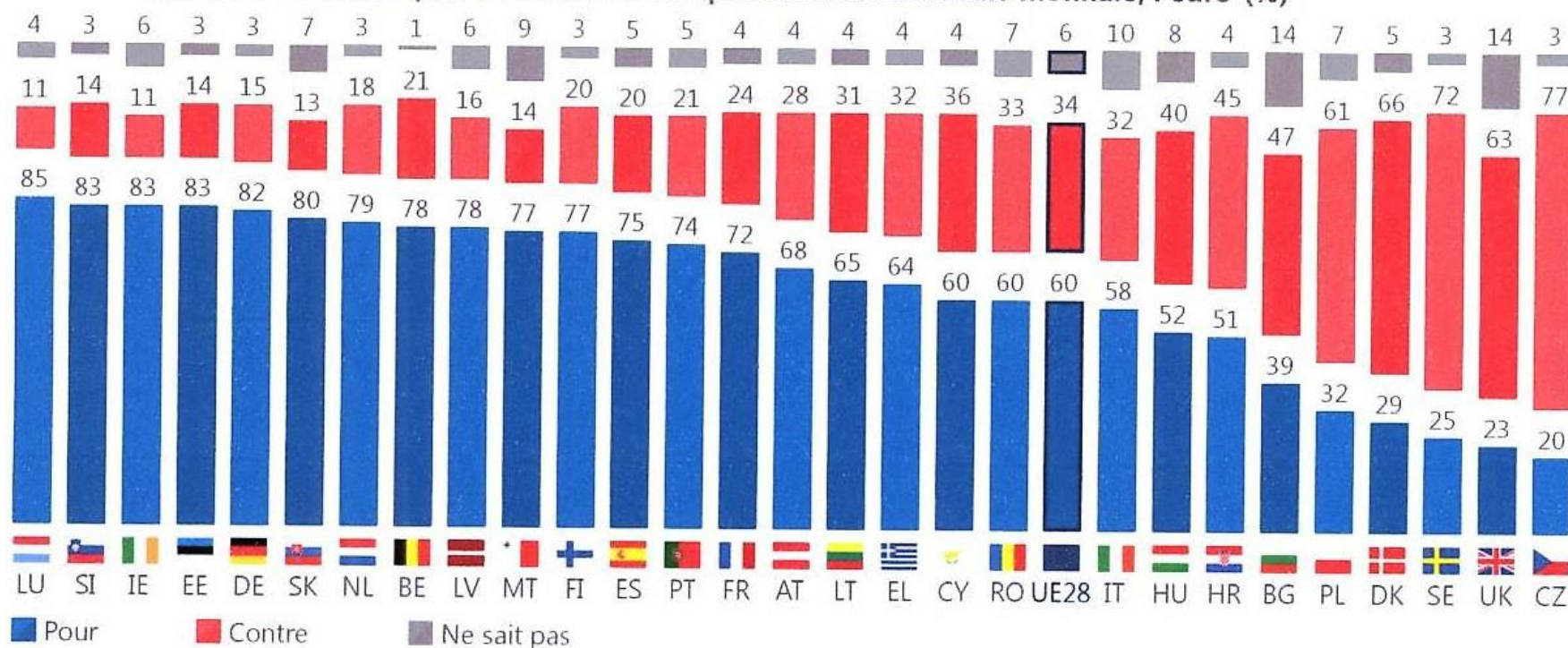
Président de l'Université populaire européenne de Grenoble

Grenoble

6 décembre 2017

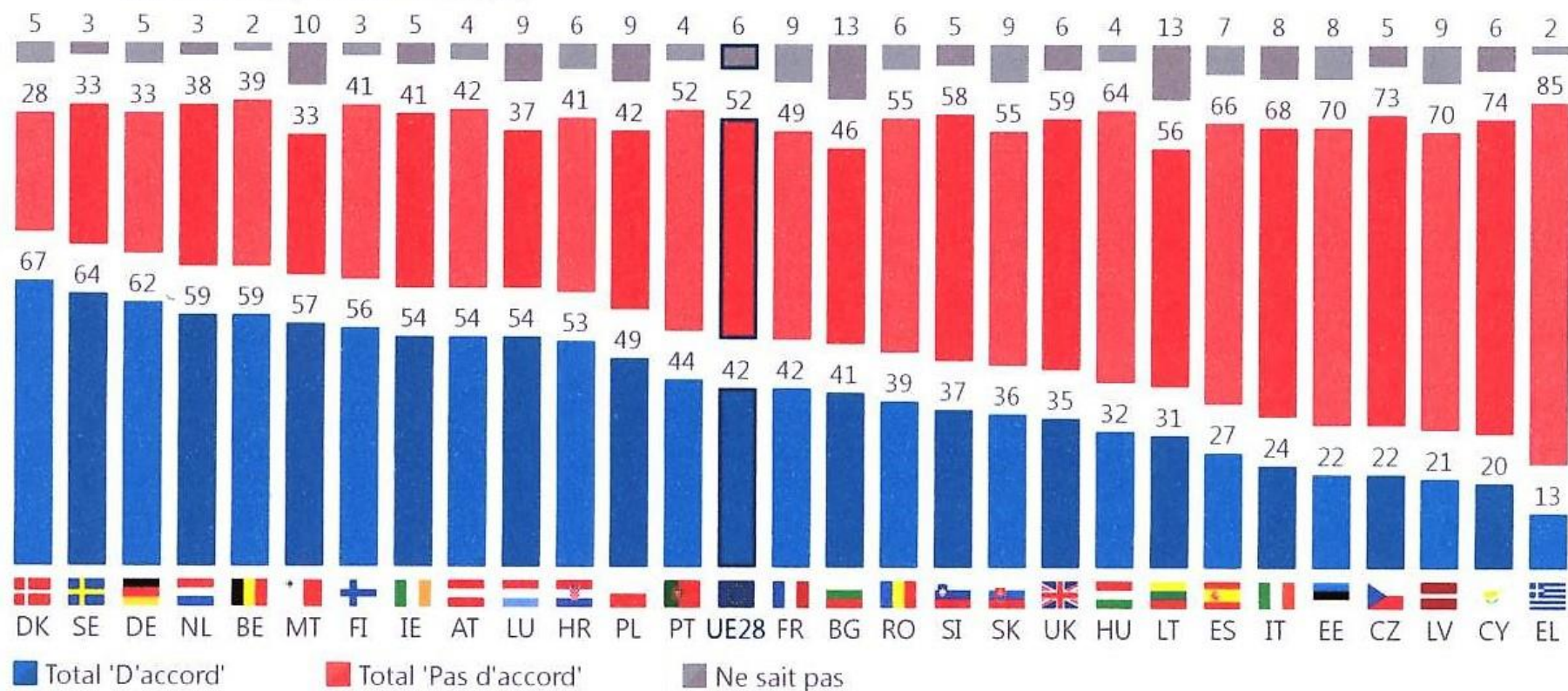
**QA16.1** Quelle est votre opinion sur chacune des propositions suivantes ? Veuillez me dire, pour chaque proposition, si vous êtes pour ou si vous êtes contre.

**Une union économique et monétaire européenne avec une seule monnaie, l'euro (%)**



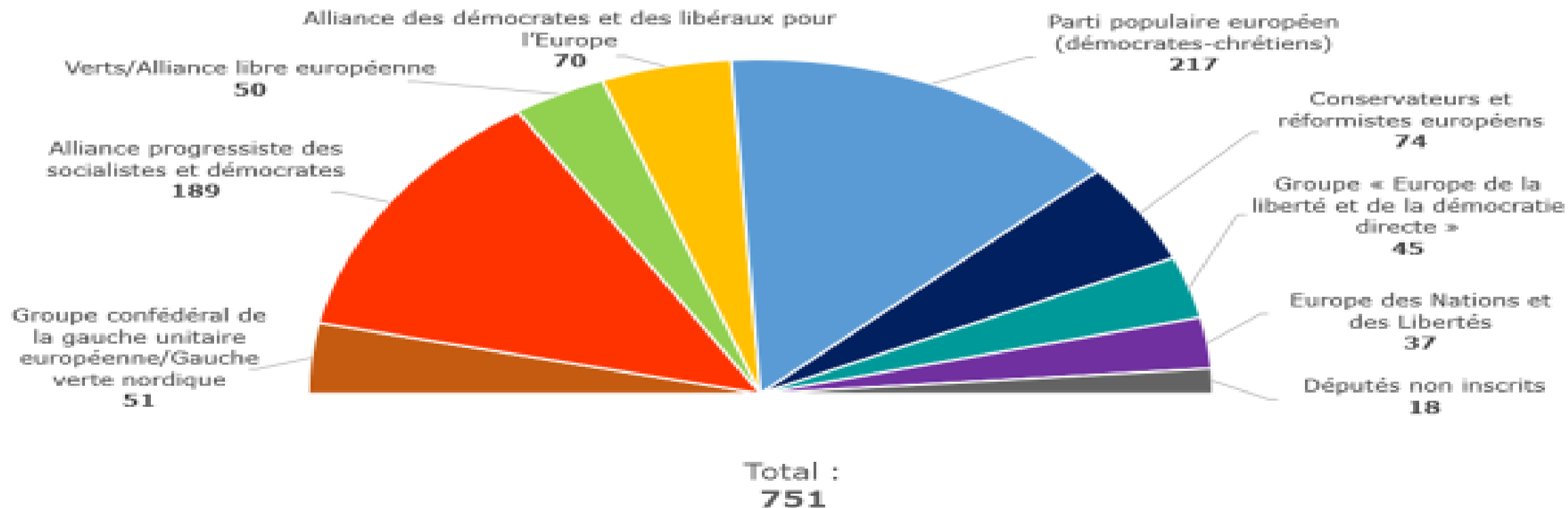
**D72.1** Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec chacune des affirmations suivantes ?

**Ma voix compte dans l'UE (%)**





## Répartition des sièges du Parlement européen par groupe politique (juillet 2015)



I - La France, motrice de la  
construction du projet  
européen  
jusqu'en 2005

# Robert Schuman

1886-1963



# Jean Monnet

1888-1979



# Discours de Robert Schuman 9 mai 1950

## (extraits)

"La paix mondiale ne saurait être sauvegardée sans des efforts créateurs à la mesure des dangers qui la menacent.

La contribution qu'une Europe organisée et vivante peut apporter à la civilisation est indispensable au maintien des relations pacifiques. En se faisant depuis plus de vingt ans le champion d'une Europe unie, la France a toujours eu pour objet essentiel de servir la paix. **L'Europe n'a pas été faite, nous avons eu la guerre.**

L'Europe ne se fera pas d'un coup, ni dans une construction d'ensemble : elle se fera par des réalisations concrètes, créant d'abord une solidarité de fait. Le rassemblement des nations européennes exige que l'opposition séculaire de la France et de l'Allemagne soit éliminée : l'action entreprise doit toucher au premier chef **la France et l'Allemagne.**

La solidarité de production qui sera ainsi nouée manifesterà que toute guerre entre la France et l'Allemagne devient non seulement impensable, mais matériellement impossible....

Cette proposition réalisera les premières assises concrètes d'une **Fédération européenne** indispensable à la préservation de la paix. »



# Signature des traités de Rome en 1957



# Le Président De Gaulle et le Chancelier Adenauer en 1963



# Le Président Pompidou et la Reine Elizabeth II en 1972 à Paris



# Le Président Giscard d'Estaing et le Chancelier Schmidt en 1974



# Le Président Mitterrand et le Chancelier Kohl en 1984 à Verdun



# Intervention de François Mitterrand à Antenne 2 le 13 décembre 1991

« C'est l'acte le plus important depuis le Traité de Rome. On est lancé dans une grande aventure...

Avec **une monnaie unique**, on dotera l'Europe d'un instrument qui lui permettra de s'affirmer comme **la première puissance du monde** : première puissance commerciale c'est pratiquement déjà le cas, première puissance industrielle, première puissance pour la recherche, première puissance qui offrira aux jeunes des possibilités pour avoir un travail, des métiers.

Sur tous les marchés, nous serons ensemble au moins aussi forts que le sont aujourd'hui les Américains et les Japonais .... »

# Le Président Chirac et le Chancelier Schröder en 2001



II-La France, doute de son projet européen de 2005 à 2017: à partir de l'échec du référendum sur le traité établissant une constitution pour l'Europe



# Déclaration de Laeken en décembre 2001

## (extraits)

La déclaration de Laeken propose d'avancer simultanément dans quatre domaines:

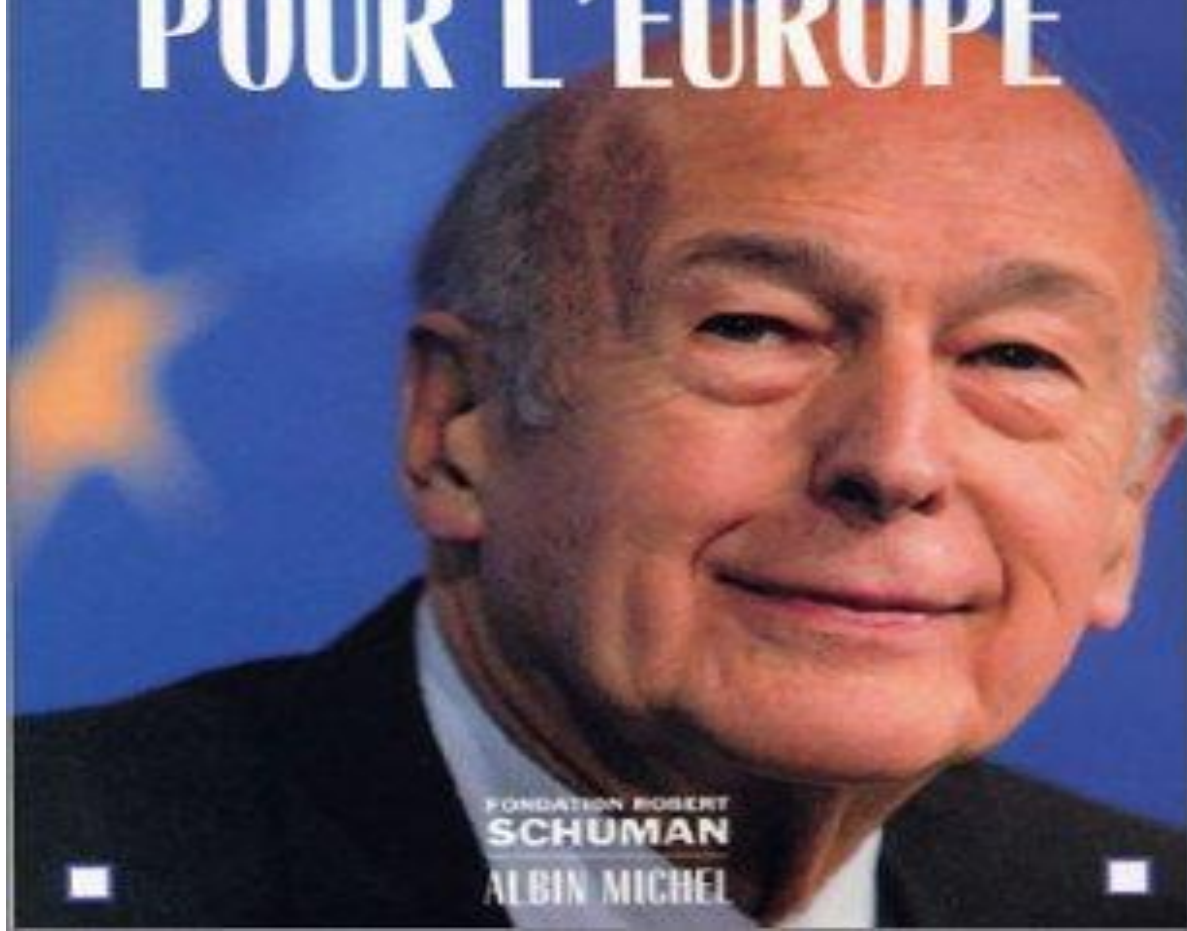
- « -organiser une meilleure répartition des compétences dans l'Union européenne ;
- simplifier les instruments juridiques de l'Union ;
- instaurer plus de démocratie, de transparence et d'efficacité dans le fonctionnement de l'Union ;
- aller vers une Constitution pour les citoyens européens.

Cette Constitution devrait contenir « des éléments essentiels comme : les valeurs auxquelles l'Union est attachée, les droits fondamentaux et les devoirs des citoyens, les relations des Etats membres dans l'Union ».

Valéry GISCARD d'ESTAING

PRÉSENTE

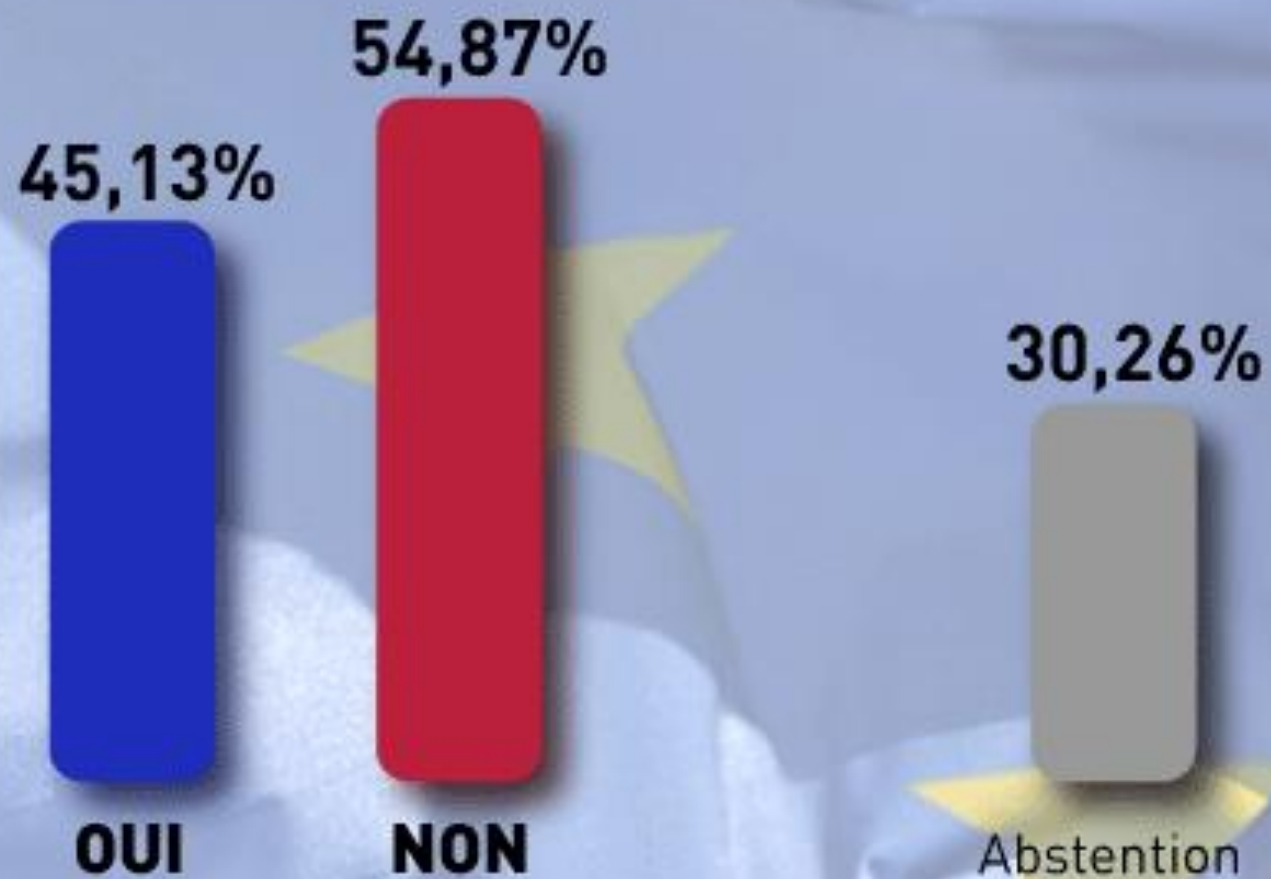
# LA CONSTITUTION POUR L'EUROPE



FONDATION ROBERT  
**SCHUMAN**

ALBIN MICHEL

Référendum du 29 mai 2005 sur le traité constitutionnel européen  
totalisation nationale en voix



source : Ministère de l'intérieur

# Le Président Chirac et la Chancelière Merkel -2005

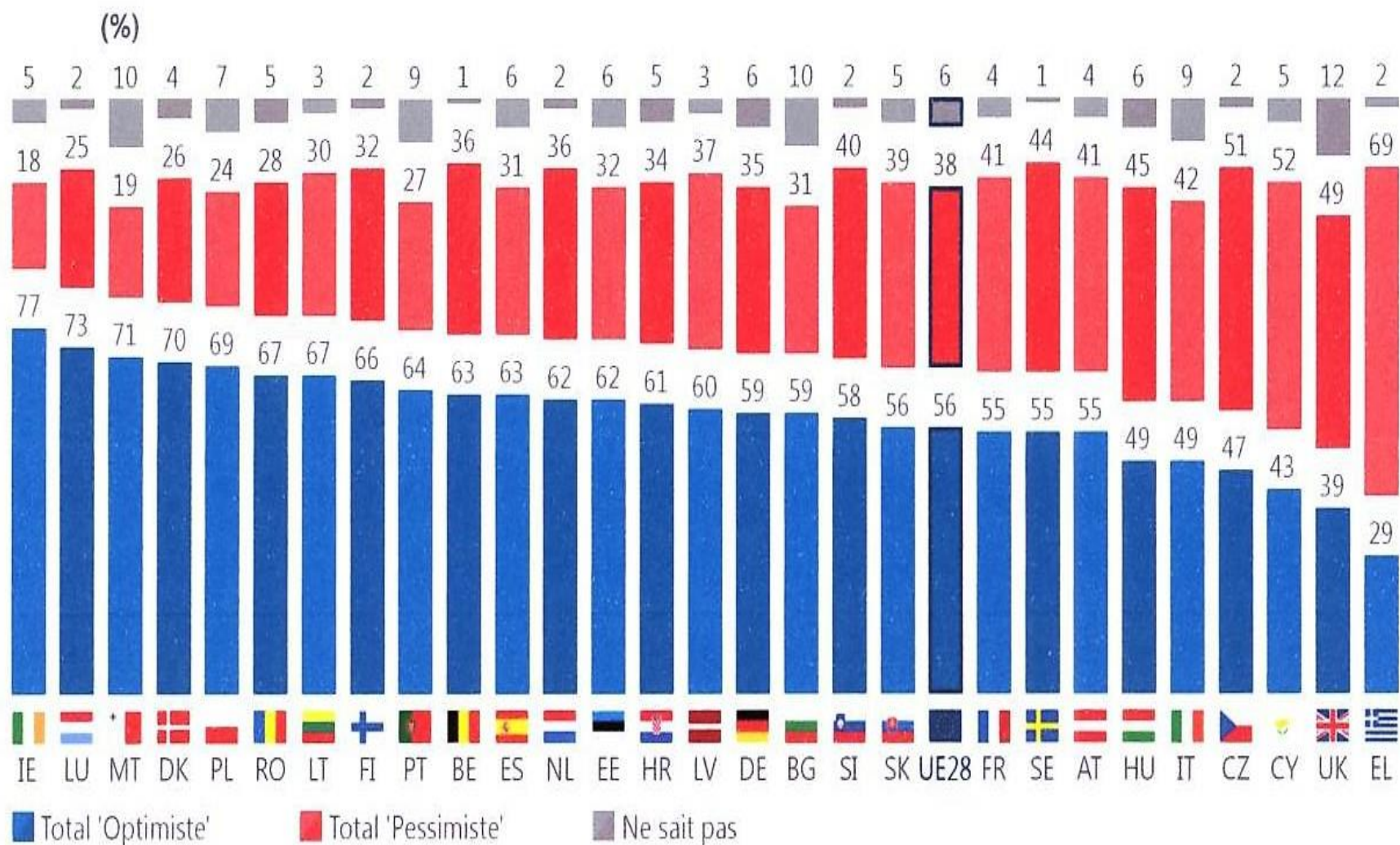


# La Chancelière Merkel et le Président Hollande au Parlement européen en 2015



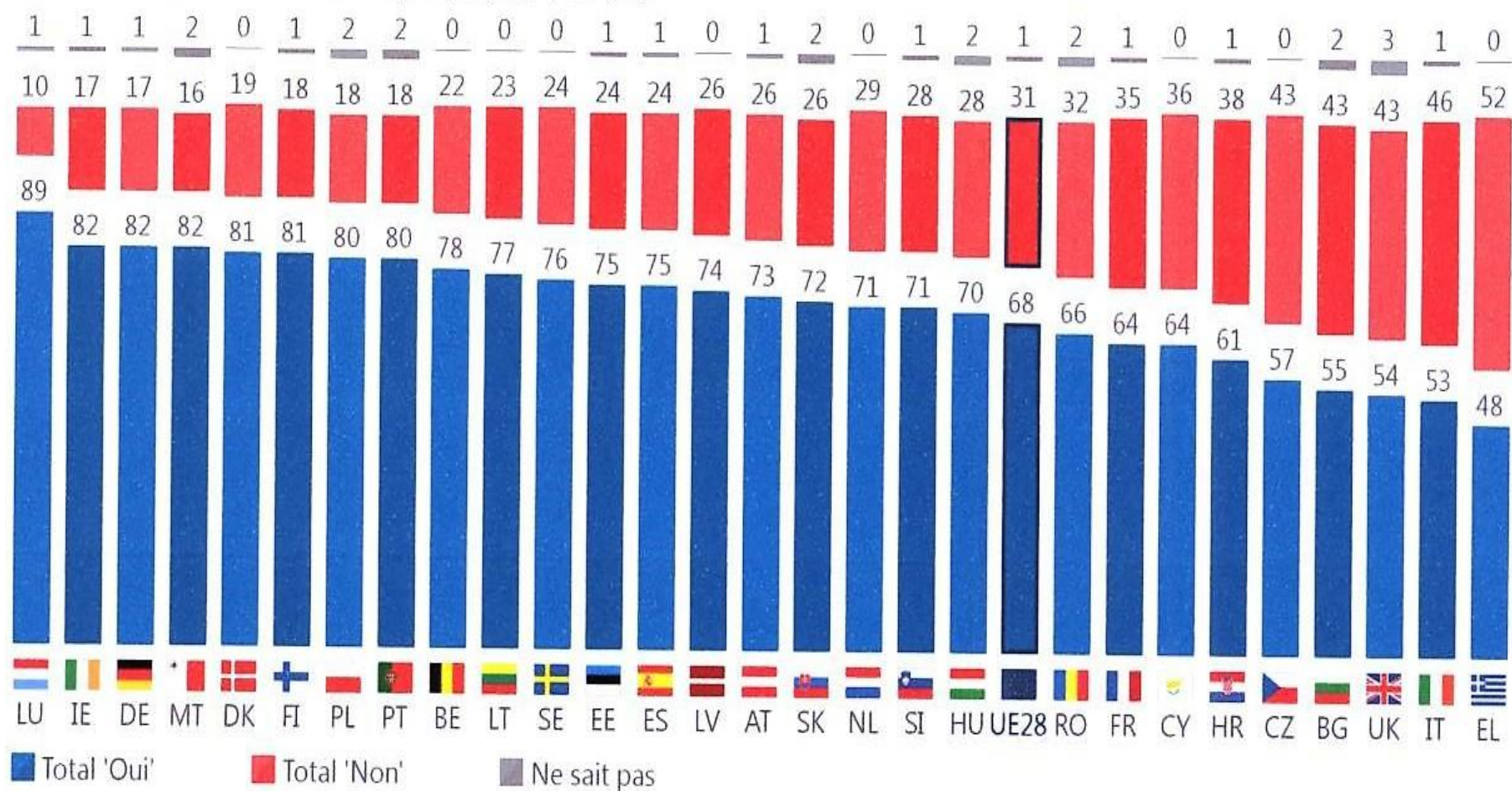
# III- Le retour de la France pour des projets européens depuis 2017

QA19 Diriez-vous que vous êtes très optimiste, plutôt optimiste, plutôt pessimiste ou très pessimiste concernant le futur de l'UE ?



QD2.1 Pour chacune des propositions suivantes, dites-moi dans quelle mesure elle correspond ou pas à votre opinion.

**Vous vous sentez citoyen(ne) de l'UE (%)**







# Programme européen du candidat Emmanuel Macron en 2016

- Une Europe de la sécurité et Europe de la défense avec un fond européen de défense, un quartier général européen et un conseil de sécurité européen
- Une Europe de la croissance avec un ministre de l'économie de la zone Euro, un parlement de la zone Euro et un budget de la zone Euro
- Une Europe qui protège de la mondialisation et de la concurrence déloyale de la Chine ou de l'Inde
- Une Europe du développement durable
- Une Europe du numérique, des financements adaptés et une Agence européenne pour la confiance numérique



 Αθήνα - Athènes   
Πέμπτη 7 Σεπτεμβρίου 2017  
Jeudi 7 septembre 2017

# Coopération structurée permanente 13 novembre 2017



# 5<sup>e</sup> sommet Union africaine-Union européenne - novembre 2017



# Sommet social de Göteborg 17 novembre 2017





À LA RENCONTRE DES CITOYENS  
DE L'UNION:

**UNE NOUVELLE CHANCE**

«À propos de nous, avec nous,  
pour nous»

Rapport de

**Luc Van den Brande,**

conseiller spécial

du président de la Commission européenne,

**Jean-Claude Juncker**

Octobre 2017

Valéry Giscard d'Estaing

*De l'Académie française*

Préface  
d'Helmut Schmidt

# Europa

La dernière chance  
de l'Europe





---

LIVRE BLANC SUR  
**L'AVENIR DE L'EUROPE**

---

*Réflexions et scénarios pour  
l'UE27 à l'horizon 2025*



## La France

- Une superficie de 633 000 km<sup>2</sup> (550 000 km<sup>2</sup> pour la seule France métropolitaine), 15% du territoire européen, le pays le plus étendu d'Europe occidentale.
- Une population de 67 millions d'habitants en 2017, 13,1% de la population de l'Union européenne
- Premier pays touristique du monde
- Deuxième puissance agricole du monde
- Sixième puissance économique mondiale et troisième européenne (après l'Allemagne et le Royaume-Uni), avec un produit intérieur brut (PIB) est estimé à 2 570 milliards d'euros en 2017 (selon le FMI). ---

## La France dans les institutions européennes

- Deuxième pays contributeur au budget de l'Union avec 19,01 milliards d'euros en 2015, derrière l'Allemagne et devant le Royaume-Uni.
- Les dépenses de l'UE en France sont de 14,7 milliards d'euros en 2015. Cela représente 0,65% du revenu national brut de la France
- Elle accueille le siège du Parlement européen à Strasbourg, ainsi que celui de l'Autorité européenne des marchés financiers (AEMF), l'Agence européenne pour les chemins de fer, l'institut d'études de sécurité de l'Union européenne et bientôt l'Agence bancaire européenne.
- Commission européenne : un commissaire, Pierre Moscovici
- Parlement européen : 74 députés, 9,85% des membres en 2017, 20% en 1979
- Comité des régions : 24 membres
- Comité économique et social : 24 membres
- Le français est la deuxième langue des institutions, sauf à la Cour de justice la 1ère

# Un état des lieux statistiques pour les fonctionnaires européens de nationalité française

**À la Commission européenne**, les Français représentent **2300 agents** sur un total de 23 500 agents, soit 9,72 % des effectifs. Elle se place donc au troisième rang derrière la Belgique et l'Italie. La France compte **1 344 administrateurs** sur 13 627, soit 9,86 % des effectifs, et est donc représentée sensiblement au même niveau que les Allemands (1 379 agents de catégories A), les Italiens (1 351) et les Belges (1 326).

**Au Parlement européen**, les Français représentent, en 2015, **687 agents** sur un total de 5 990, soit 11,47 % des effectifs, parmi lesquels **211 administrateurs** sur un total de 2 453, soit 9 % des effectifs.

**Au Secrétariat général du Conseil**, la France dispose de **147 fonctionnaires** sur un total de 2 827, soit 5,2 % des effectifs. Elle se positionne donc au cinquième rang aujourd'hui. Au niveau des administrateurs, 86 sont de nationalité française sur un total de 1 290, soit 6,67 % des effectifs, ce qui place la France au troisième rang.

**À la Cour de justice de l'Union européenne**, la France arrive en tête avec **442 ressortissants** sur un effectif total de 2 153, soit 20 % des effectifs, et 166 agents de niveau administrateur sur 1 187. Elle est donc la nationalité la mieux représentée à ce niveau.



Manifestation « Pulse of Europe »  
Munich 12 mars 2017

